

Banque X/ENS - Session 2024

RAPPORT SUR L'ÉPREUVE ORALE D'ESPAGNOL

ENS PARIS-SACLAY

Dans l'épreuve orale, les candidats reçoivent un texte à commenter tiré de l'actualité espagnole et latino-américaine. Cette année, trois documents ont été proposés aux candidats les 4 juin et 8 juin 2024 :

- "*Lanzarote protesta para pedir el fin del turismo de masas: 'Si Manrique levantara cabeza'*", publié dans *lavozdelanzarote.com* le 21 avril 2024.
- "*Milei asfixia a las universidades públicas*", publié dans *ctxt.es* le 1er avril 2024.
- "*Rebeldes de derechas: por qué los conservadores movilizan más que la izquierda*", publié dans *elpais.com* le 12 mai 2024.

CONSIDÉRATIONS GÉNÉRALES

L'épreuve consiste en une présentation orale suivie d'un échange à partir d'un document écrit. La durée de l'épreuve est de 30 minutes pour la préparation et de 30 minutes pour la présentation orale et l'échange avec le jury. La présentation orale des candidats ne doit pas excéder 12 à 15 minutes.

Dans un premier temps, les candidats doivent présenter un compte rendu qui permettra au jury de vérifier l'étendue de leur compréhension écrite. Il est important de présenter brièvement la thématique principale du document proposé ; il est inutile de mentionner la source, l'auteur et la date de publication. Ensuite, les candidats résument l'article de manière précise et structurée, en insistant sur les points saillants. Puis, à partir d'une problématique, ils développent un commentaire argumenté basé sur la thématique du texte proposé.

Au moment de l'échange avec le jury, les candidats sont questionnés sur les points principaux de leurs exposés. De manière générale, l'objectif de l'épreuve est de vérifier le niveau d'espagnol des candidats. Cependant, le jury cherche également à évaluer leur capacité d'analyse, leur maîtrise d'une méthodologie adaptée, ainsi que la richesse et la pertinence des arguments qu'ils avancent.

En ce qui concerne les connaissances de culture générale, l'épreuve ne vise pas à valider une maîtrise encyclopédique de la culture hispano-américaine, mais à vérifier la capacité des candidats à utiliser leurs connaissances de manière logique et pertinente. Il est conseillé d'être attentif aux questions posées par le jury, qui visent à inciter les candidats à préciser leur pensée et à complexifier leur niveau de langue. L'aptitude à communiquer et la fluidité du discours sont également des aspects fondamentaux à ne pas négliger.

Enfin, rappelons que dans le cadre de la préparation à ce type de concours, une lecture régulière de la presse hispanophone et le suivi de l'actualité dans les principaux pays de langue espagnole permettent de compléter les apprentissages en classes préparatoires.

SESSION 2024

Le niveau des candidats de cette année a été très élevé, au grand plaisir du jury. Les candidats ont non seulement démontré une grande maîtrise de la langue espagnole, mais ils ont également fait preuve d'une excellente méthodologie. Cela se traduit par une note moyenne de 18,4, avec des notes allant de 11,4 à 20. Il est clair que plusieurs candidats étaient bilingues, ce qui confirme que plus la langue est maîtrisée, moins il est difficile de développer un commentaire riche et structuré, et d'échanger avec le jury avec aisance et profondeur.

Bien que le jury ait constaté une bonne méthodologie générale, certains candidats les plus faibles ont montré des problèmes de compréhension des textes. Cela a conduit à la présentation de problématiques confuses et de synthèses peu détaillées, trop linéaires et parfois superficielles.

Pour la session 2024, le niveau de langue a été satisfaisant, avec des échanges riches. Cependant, des sujets d'actualité aussi brûlants peuvent parfois amener certains candidats à proposer des problématiques trop générales, qui ne tiennent pas suffisamment compte des arguments du document. De même, d'autres candidats tentent de combler le manque d'idées par un étalement inutile de connaissances, sans rapport avec le sujet. Le jury conseille aux candidats d'éviter des problématiques trop ambitieuses : essayer de répondre à une problématique couvrant l'ensemble du monde hispanique est trop vaste pour le temps limité de l'exposé. En revanche, une comparaison réfléchie entre deux pays peut être beaucoup plus éclairante et réaliste.

Au moment de la restitution, il est important de ne pas rester vague et d'entrer dans les détails, afin de permettre au jury de bien saisir l'étendue de la compréhension du texte par le candidat. Cette compréhension est la clé pour bien orienter le commentaire dans la bonne direction, avec des arguments plus pertinents. De plus, avoir un point de vue clair sur le sujet ne peut que faciliter la préparation de la présentation du candidat ; il s'agit d'un fil rouge précieux permettant au jury de suivre la logique qui guide l'argumentation du candidat.

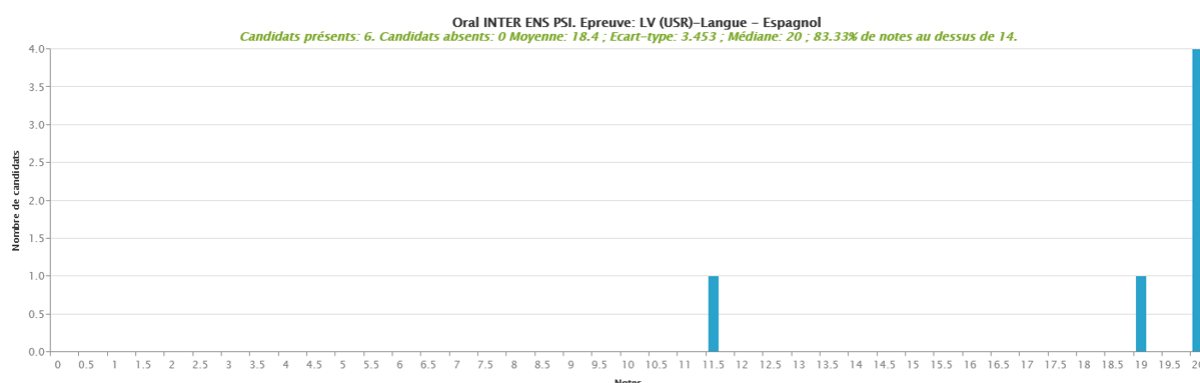
Il est essentiel de soigner l'organisation des idées avec attention, afin d'éviter de perdre le jury pendant l'argumentation. Il n'est pas approprié, par exemple, de citer la problématique à la fin ou de s'éloigner du thème du document au risque de tomber dans le hors sujet. Comme cela a été mentionné précédemment, le candidat qui pense ne pas posséder toutes les connaissances nécessaires pour traiter un sujet donné doit être capable de surmonter ses lacunes par d'autres moyens que de contourner le sujet ou de s'en éloigner trop.

Parmi les fautes les plus courantes :

- Gallicismes : par exemple, *arquipielago*, *estar a riesgo*, *Caraiibe* ;
- Erreurs avec *ser* et *estar* : par exemple, *estar urgente* ;
- Erreurs avec le subjonctif : par exemple, *es imposible que se prohíbe*.

Quant aux aspects phonologiques et aux compétences de communication orale, les candidats ont fait preuve d'une prononciation correcte.

Répartition des notes de la session 2024 :



SUJET 1

Lanzarote protesta para pedir el fin del turismo de masas: "Si Manrique levantara cabeza"

Una abuela y sus dos nietos se pararon frente a una gran pancarta blanca, con una fotografía de César Manrique y en la que se podía leer: "No debemos desfallecer, hay que seguir adelante, estar vigilantes y mantener viva la conciencia crítica, pues el futuro nunca está conseguido, lo tenemos que hacer desde el presente". Ella se esforzaba en trasladar una a una las palabras, como si se las fuese dibujando en la mente de los niños. Ellos, la escuchaban con atención, como quien sabe que está recibiendo una lección de vida.

Alrededor, camisetas amarillas, sombreras y banderas canarias tiñeron en la mañana de este sábado las calles de Arrecife. A escasos minutos de las 12.00 horas del mediodía, las vías aledañas al Parque José Ramírez Cerdá vieron cómo una marea de pancartas inundaba todo el espacio. Los participantes arrancaron el recorrido frente al Quiosco de la Música, en una movilización histórica que concentró a alrededor de 10.000 personas para pedir un cambio en el modelo turístico de masas que impera en Canarias.

La manifestación *Canarias tiene un límite*, programada en las ocho islas, fue convocada en el caso de Lanzarote por ciudadanos anónimos y sin un partido político detrás. A pesar del anonimato de su convocatoria, la isla de los volcanes fue la tercera del Archipiélago con mayor asistencia, detrás del éxito de afluencia en las dos capitalinas, Tenerife y Gran Canaria. También salieron a la calle ciudadanos de La Graciosa, Fuerteventura, La Gomera, El Hierro y, por la tarde, de La Palma.(...)

Entre la multitud también se pudo ver a los trabajadores de los Centros de Arte, Cultura y Turismo de la isla o a los miembros de la Fundación César Manrique, ataviados con gorras y camisetas rojas y ondeando el mensaje "Parar ya. Lanzarote se muere".

Una de las primeras consignas coreadas por los asistentes fue "no hay cama para tanta gente", en alusión a los 2,69 millones de turistas extranjeros que visitaron la isla de los volcanes en 2023, sin contar el turismo peninsular y el canario, que asciende hasta los tres millones. A los visitantes, hay que sumar el auge de la vivienda vacacional, con más de 7.500 viviendas turísticas censadas en la isla y el encarecimiento de las casas en venta o alquiler, alcanzando constantes récord de precios, muy por encima de los sueldos en la isla. (...)

"Me da pena que en estas Islas, después de haber realizado milagros como el de Lanzarote, donde de la nada se creó una utopía, el Gobierno y las autoridades no hayan tenido la suficiente visión de futuro para darse cuenta, en ese momento, de que había que parar y programar para impulsar una industria inteligente del turismo y acabar con la especulación caótica que se extiende por toda Canarias". Así, recuperando a Manrique, arrancó la lectura al final de la manifestación una chinija.

Al concluir la marcha, los convocantes recordaron que el 38% de la población canaria está en riesgo de exclusión social. Además, con datos de 2018, resaltaron que un 18,4% de la población estaba entonces bajo el umbral de la pobreza, a pesar del auge de turismo en la isla.

"No dejamos de oír que este modelo turístico es la vaca de la que mamamos todos, pues queda claro que la leche se la reparten entre muy pocos", expusieron durante su intervención. Además, han incidido en que "no es una manifestación contra el turismo, sino contra la masificación". En este punto, resaltaron "el deterioro de los servicios públicos", como la sanidad, el abastecimiento de agua, la gestión de los recursos o los transportes en la isla.

Esta movilización busca la declaración de una moratoria turística, para impedir la construcción de más camas turísticas en el Archipiélago y exigir un estudio de la capacidad de carga de los espacios naturales, el control del precio de la vivienda no construyendo más, sino evitando la compra de segundas casas por ciudadanos extranjeros no residentes en las islas y "gestionando mejor", la implantación de una ecotasa finalista que derive en el cuidado y la preservación de los espacios naturales.

Andrea Domínguez Torres, *lavozdelanzarote.com*, 21/04/2024

SUJET 2

Milei asfixia a las universidades públicas

La motosierra del presidente Javier Milei ha llegado a las universidades públicas, que en Argentina son 57 y congregan a dos millones y medio de estudiantes en todo el país. En las últimas semanas, muchas de ellas se han declarado en estado de emergencia y han advertido que tendrán que cerrar si el Gobierno no revierte la actual situación de asfixia presupuestaria. Al ínfimo aumento salarial para trabajadores docentes y no docentes se suma una situación inédita: el Gobierno ha congelado la cuota de gastos de funcionamiento, que el Estado transfiere a las universidades para afrontar todo lo que no sea pago de salarios, a valores de enero de 2023. Es decir, que están recibiendo lo mismo que en aquel entonces, con un 300 por ciento acumulado de inflación.

“La perspectiva que tenemos, si nada cambia, es que esto termine muy mal”. Quien habla con CTXT es Franco Bartolacci, rector de la Universidad Nacional de Rosario (UNR), que fue creada en 1968 y tiene doce facultades con casi 90.000 alumnos. “Se nos pide que hagamos un esfuerzo y realmente lo hacemos, pero no hay forma de que podamos sostenernos en el tiempo sin lesionar ninguna de las actividades que hacemos”, sentencia.

No es una amenaza ni una manera de decir: con la cuota de gastos de funcionamiento las casas de altos estudios pagan, por ejemplo, la factura de luz, el mantenimiento de la infraestructura, los servicios de limpieza y seguridad, insumos de laboratorios y otros espacios especializados y hasta la beca de las y los estudiantes. Ninguna, ni la Universidad de Buenos Aires –una de las más prestigiosas del mundo–, puede afrontar esos costos con un congelamiento de quince meses. Para peor: en marzo la factura de luz triplicó a la de febrero. Y así todo. Ninguna, ni la Universidad de Buenos Aires, puede afrontar los costos con un congelamiento de quince meses

En las últimas semanas, y para desactivar (sin éxito) un paro de trabajadores del sector, el Gobierno anunció un supuesto aumento del 70 por ciento del presupuesto. Pero las autoridades universitarias le restaron importancia. Primero, porque es algo que desde la Secretaría de Educación ya habían anunciado previamente y sin concreción, y luego porque, aun si sucediera el aumento, la cuota de gastos de funcionamiento seguiría estando a la mitad de lo que las universidades necesitan para funcionar.

Además de la cuestión formativa, las universidades nacionales se constituyen, en todo el territorio argentino, como un espacio de contención en muchos sentidos. En la amplia heterogeneidad del sistema de educación superior, muchas de ellas tienen comedores, merenderos, centros culturales, campos deportivos, jardines maternales y otros espacios abiertos a la comunidad. Sobre éstos van recayendo los primeros recortes, que muchas instituciones ya debieron anticipar por falta de presupuesto.

Los ajustes empiezan a aparecer de a poco en el propio funcionamiento académico. Algunas universidades ya anunciaron cupos para cursar materias (lxs estudiantes pueden anotarse, por ejemplo, en hasta dos materias) y otras evalúan suprimir el turno noche, en

el que hay mayor consumo de electricidad. Un duro golpe a la clase trabajadora, que retrasaría los plazos de egreso de miles de personas.

Germán Pinazo es vicerrector de la Universidad Nacional de General Sarmiento, fundada en 1993 en la Provincia de Buenos Aires. Respecto a esto último señala una importante paradoja: “Quienes no conocen la cotidianeidad del sistema universitario no lo saben, pero en los momentos de crisis económica las matrículas de las universidades crecen. Como hay menos trabajo, muchas personas aprovechan para retomar estudios abandonados o para acelerar la cursada. Acá lamentablemente va a pasar todo lo contrario: quienes tardaban cinco años en graduarse lo van a poder hacer en nueve o diez”.

Desde varias instituciones ya le pusieron fecha a su capacidad de resistencia: mayo de este año. Si para ese entonces no hay un aumento significativo del presupuesto, algunas tendrán que cerrar. Ante la consulta de esta cronista sobre si “cerrar” es una expresión literal o en sentido figurado, diversas autoridades universitarias respondieron: “Cerrar es cerrar. No poder pagar la luz, que te la corten, que renuncien los docentes por falta de pago y no poder dar clases a nadie más”.

Paula Sabatés, *ctxt.es*, 01/04/2024

SUJET 3

Rebeldes de derechas: por qué los conservadores movilizan más que la izquierda

Las movilizaciones a favor de que Pedro Sánchez continuase como presidente de Gobierno fueron emocionalmente muy fuertes pero escasas desde un punto de vista cuantitativo. Lo mismo sucedió, pocos días después, con las manifestaciones del Primero de Mayo, en las que este año se habló tanto de democracia como de derechos laborales. Las acampadas de los estudiantes norteamericanos en las principales universidades (y luego de otras partes del mundo) contra la guerra de Gaza recordaban la rebeldía de Mayo del 68, pero el número de tiendas de campaña y las imágenes de los protestatarios apenas superan (al menos hasta ahora) los centenares. Nada que ver tampoco con las masivas movilizaciones de los indignados de 2011. Por el contrario, el líder de la derecha, Núñez Feijóo, amenaza al Ejecutivo con confrontarse con él “también en la calle” y ya ha convocado una manifestación contra la amnistía en Cataluña y contra todo lo que se mueva para pocos días antes de las elecciones europeas, convencido de que será masiva y llenará el espacio público.

¿Qué es lo que está sucediendo para que el progresismo pierda la calle y esta vuelva donde hace tantos años la señaló Manuel Fraga Iribarne (“la calle es mía”)?

Sin duda la respuesta es multifactorial, y en ella hay que incorporar la coyuntura de cada país, de cada momento histórico. Pero hay que valorar una vez más el papel movilizador/desmovilizador de las redes sociales. Hace poco más de una década el sociólogo César Rendueles fue a contracorriente cuando escribió que el 15-M fue posible a pesar de internet: internet se ha convertido, dijo, en un arma formidable no para sacar a la gente a la calle sino para mantenerla en la calle cuando ya ha salido (*Sociofobia*, Capitán Swing).

El escritor americano Hakim Bey, que falleció hace dos años, denunció que el vago sentimiento de que uno está haciendo algo radical al sumergirse en el mundo digital no puede ser dignificado con el título de acción radical. En la Red se habla más y se hace menos, y ello afecta en mayor grado a los partidarios de las utopías factibles, que suelen ser las gentes de izquierdas. Los de derechas son más acomodaticios. Hay mucho radical que no sale de su habitación, armado del ordenador, la tableta o el teléfono móvil, en vez de estar en la calle. Que polemiza (muchas veces con heterónimo) a través de las redes sociales a ver quién mea más lejos, generando los hoy tan de moda bulos, ayer denominadas *shitstorms* (tormentas de mierda). Las *shitstorms* no suelen ser capaces de cuestionar las relaciones de poder, sino que se centran ante todo en personas individuales a las que se compromete como sujetos de escándalo (el caso de la mujer del presidente del Gobierno, Begoña Gómez). Bey empezó a sospechar que las aplicaciones “revolucionarias” de las redes no llegarían

nunca, que habría sentimientos y mucho dinero, y se invertirían grandes recursos emocionales en la noción de comunidad virtual, pero en el mundo real, en el mundo de la producción, no cambiaría nada especial. La Red como espejo perfecto del capitalismo global.

Aprovechando esta forma de estar, las derechas, trabajando en una constelación de fronteras difusas (PP, Vox), levantan en las redes —y en la calle— las banderas de la indignación y de la rebeldía, que eran marcas registradas de la izquierda. Se proponen capturar el inconformismo social en favor de salidas políticas antiprogresistas. A través de ello consiguen representar a muchos de los que se perciben postergados en las sociedades contemporáneas. Disputan a la izquierda la capacidad de indignarse frente a la realidad, instaladas en el corazón del sistema.

El filósofo Byung-Chul Han, uno de los que han estudiado el efecto de estas *tormentas de mierda* en nuestro régimen político favorito, cree que el respeto es un valor profundamente democrático y que su obligación es transmitirlo aunque no esté de moda hablar de respeto. Una sociedad sin respeto condena irremediablemente en el peor de los casos al fascismo y en el mejor a la sociedad del espectáculo y la banalidad.

Joaquín Estefanía, *elpais.com*, 12/05/2024